Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 24/25 – VII – REF

Audience publique du dix-neuf février deux mille vingt-cinq

Numéro CAL-2024-00615 du rôle.

Composition:

Michèle RAUS, président de chambre;
Nadine WALCH, premier conseiller;
Françoise SCHANEN, conseiller ;
Daniel SCHROEDER, greffier.

E n t r e :

PERSONNE1.), demeurant à MC-ADRESSE1.) (ADRESSE2.)),

partie appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Kelly FERREIRA SIMOES, en remplacement de l'huissier de justice Laura GEIGER de Luxembourg, en date du 28 mai 2024,

comparant par la société en commandite simple BONN STEICHEN & PARTNERS, établie et ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 11, rue du Château d'Eau, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 211933, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg, représentée par son gérant actuellement en fonctions, à savoir la société à responsabilité limitée BSP, établie à la même adresse, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 211880, elle-même représentée aux fins de la présente procédure Maître Laure-Hélène GAICIO-FIEVEZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

1) la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de

Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE1. »),

2) la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE4.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE2. »),

3) la société à responsabilité limitée SOCIETE3.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.), représentée par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE3. »),

4) la société à responsabilité limitée SOCIETE4.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE4. »),

parties intimées aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par Maître Christelle BEFANA, avocat à la Cour, assistée de Maître Alexandre HUBLET, avocat de l'Union Européenne exerçant sous son titre d'origine, les deux demeurant à Luxembourg,

5) la société à responsabilité limitée SOCIETE5.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO5.), représentée par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE5. »),

6) la société à responsabilité limitée SOCIETE6.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO6.), représentée par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE6. »),

7) la société à responsabilité limitée SOCIETE7.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO7.), représentée par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE7. »),

parties intimées aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par la société à responsabilité limitée SCHIRRER SCHONS TRITSCHLER, établie et ayant son siège social à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, inscrite sur la liste V de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 218773, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Cédric SCHIRRER,

avocat à la Cour, comparant à l'audience par Thibaud CHEVRIER, avocat à la Cour, les deux demeurant à Luxembourg,

8) la société à responsabilité limitée de droit allemand SOCIETE8.) (ADRESSE6.) GmbH, établie et ayant son siège social à D-ADRESSE7.), inscrite au registre de commerce du Tribunal d'instance de Frankfurt-am-Main (Handelsregister beim Amtsgericht Frankfurt-am-Main) sous le numéro NUMERO8.), représentée par ses organes statutaires actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE8.) »),

partie intimée aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par la société à responsabilité limitée PJBGL S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch, inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du barreau de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 230272, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Peter-Jan BOSSUYT, avocat à la Cour, assisté de Maître Sylvie DENAYER, avocat à la cour, les deux demeurant à Luxembourg,

9) la société à responsabilité limitée de droit allemand SOCIETE9.) GmbH, établie et ayant son siège social à D-ADRESSE8.), inscrite au registre de commerce du Tribunal d'instance de Frankfurt-am-Main (Handelsregister beim Amtsgericht Frankfurt am Main) sous le numéro NUMERO9.), représentée par ses organes statutaires actuellement en fonctions, (ci-après « SOCIETE9.) »),

partie intimée aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par la société en commandite simple CMS DeBacker Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-1433 Luxembourg, 5, rue Charles Darwin, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 241190, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg, représentée par son gérant, la société à responsabilité limitée CMS DeBacker Luxembourg GP, établie à la même adresse, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 240536, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Hugo ARELLANO, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

En présence de :

10) la société à responsabilité limitée SOCIETE10.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE9.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO10.), représentée par son ou ses gérant(s) actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE10.) »),

partie intimée aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par la société à responsabilité limitée MOLITOR Avocats à la Cour, établie et ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 8, rue Sainte-Zithe, inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B211810, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Philippe THIEBAUD, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

11) la société à responsabilité limitée de droit allemand SOCIETE11.) mbH, établie et ayant son siège social à D-ADRESSE10.), inscrite au registre de commerce (Handelsregister) auprès du tribunal (Amtsgericht) de Düsseldorf sous le numéro NUMERO11.), agissant en son nom propre mais pour compte du fonds (Sondervermögen) Matterhorn (SOCIETE12.) (ci-après « SOCIETE12. »),

partie intimée aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par la société en commandite simple CLIFFORD CHANCE, établie et ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 10, boulevard G.-D. Charlotte, , inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg, représentée par son gérant actuellement en fonctions, à savoir la société à responsabilité limitée CLIFFORD CHANCE GP, elle-même représentée aux fins de la présente procédure Maître Ada SCHMITT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

12) la société de droit des Îles Marshall SOCIETE13.) LTD, établie et ayant son siège social à ADRESSE11.) (Iles Marschall), ADRESSE12.), inscrite au Registre des sociétés des Îles Marshall sous le numéro NUMERO12.) (ci-après « SOCIETE13. »), élisant domicile pour les besoins de la présente procédure, en l'étude de Maître Géraldine MERSCH, avocat à la Cour, demeurant professionnellement L-2763 à Luxembourg, 10, rue Sainte-Zithe,

partie intimée aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par Maître Géraldine MERSCH, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

13) la société en commandite simple, société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement alternatif réservé SOCIETE14.) SCS SICAV-RAIF, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE13.), agissant pour compte de son compartiment SOCIETE14.) SCS SICAV-RAIF – TEILFONDS I – SOCIETE15.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO13.), représentée par son associé commandité, sinon par son gérant actuellement en fonctions (ci-après « SOCIETE16. »),

partie intimée aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024,

comparant par la société à responsabilité limitée RODESCH avocats à la Cour, établie et ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch, inscrite sur

la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du barreau de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 265322, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Albert RODESCH, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

parties intimées aux fins du susdit exploit FERREIRA SIMOES du 28 mai 2024.

LA COUR D'APPEL :

Rétroactes et procédure

Saisi d'une requête déposée le 28 mars 2024 par PERSONNE1.), un Vice-président du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en remplacement du Président dudit tribunal, a, par ordonnance du même jour, ordonné ce qui suit :

« Ordonnons provisoirement à

1. [SOCIETE1.)] [...],
2. [SOCIETE2.)] [...],
3. [SOCIETE3.)] [...]
4. [SOCIETE4.)] [...],
5. [SOCIETE5.)] [...];
6. [SOCIETE6.)] [...];
7. [SOCIETE7.)] [...];

de suspendre les effets, sur le sol du Grand-duché du Luxembourg, de tous les actes d'exécution déjà pris en relation avec le jugement rendu au Royaume-Uni par Monsieur le juge RICHARDS dans le cadre de l'affaire comportant le numéro de rôle CR-2023-006021 sanctionnant le plan de réorganisation anglais déposé par [SOCIETE4.)] et d'interdire aux sociétés mentionnées ci-avant de prendre d'autres actes d'exécution du prédit plan de réorganisation anglais, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive de :

- *prendre des actes d'exécution consistant à transférer, sous quelque forme que ce soit, leurs actifs et plus particulièrement les participations détenues par [SOCIETE2.)] dans [SOCIETE3.)] et par [SOCIETE3.)] et [SOCIETE4.)] dans [SOCIETE1.)] ;*
- *libérer la créance détenue par les Senior Tier 2 à l'encontre de [SOCIETE1.)] ;*
- *libérer, sinon octroyer la mainlevée des garanties accordées aux Senior Tier 2 par [SOCIETE4.)], [SOCIETE3.)] et [SOCIETE2.)] ;*

de suspendre les effets sur le sol luxembourgeois de la procuration conférée à [SOCIETE4.)] en vue de l'exécution du jugement rendu au Royaume-Uni par Monsieur le juge RICHARDS dans le cadre de l'affaire comportant le numéro de rôle CR-2023-006021 sanctionnant le plan de réorganisation anglais déposé par [SOCIETE4.)] ;

que soit privé d'effets sur le sol du Grand-duché du Luxembourg le transfert de la fonction de Security Trustee de [SOCIETE8.)] [...] à [SOCIETE9.)] [...];

et,

que soit suspendu et/ou privé d'effets, sur le sol du Grand-duché du Luxembourg, toute instruction donnée par [SOCIETE8.)] [...], sinon par [SOCIETE9.)] [...] à [SOCIETE4.)], [SOCIETE3.)], [SOCIETE2.)] et/ou [SOCIETE1.)] [...] consistant en des mesures d'exécution sur le sol du Grand-Duché de Luxembourg en relation avec le jugement rendu au Royaume-Uni par Monsieur le juge RICHARDS dans le cadre de l'affaire comportant le numéro de rôle CR-2023-006021 sanctionnant le plan de réorganisation anglais déposé par [SOCIETE4.)] ;

le tout jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue dans le cadre de l'assignation en référé initiée en date du 29 février 2024;

le tout sous peine d'astreinte d'un montant de 100.000.000 euros par contravention par société commettant la contravention, pour le cas où [SOCIETE4.)], [SOCIETE3.)], [SOCIETE2.)], [SOCIETE5.)], [SOCIETE6.)], [SOCIETE7.)] et/ou [SOCIETE1.)] [...] contreviendraient, ensemble et/ou séparément, aux termes de l'ordonnance à intervenir.

Ordonnons l'exécution provisoire de l'ordonnance à intervenir nonobstant toutes voies de recours, sur minute, avant enregistrement et sans caution.

Réserveons tous autres droits. »

En vertu d'une autorisation présidentielle du 9 avril 2024, rendue au visa de l'article 934, alinéa 2 du Nouveau Code de procédure civile, et suivant exploit d'huissier de justice du même jour, SOCIETE1.), SOCIETE2.), SOCIETE3.) et SOCIETE4.) ont fait donner assignation à PERSONNE1.), à SOCIETE5.), à SOCIETE6.), à SOCIETE7.), à SOCIETE8.) et à SOCIETE9.) à comparaître devant le Président du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant comme en matière de référé, pour voir, principalement, ordonner l'annulation sinon la rétractation des mesures provisoires ordonnées par l'ordonnance présidentielle du 28 mars 2024 (précitée) sinon, subsidiairement, dire que le dispositif de ladite ordonnance n'a pas pour objet les actes accomplis le 14 mars 2024 et diminuer l'astreinte y afférente à un montant de 100.000,- € par acte avec un montant total maximum fixé à 10.400.000,- €

Aux termes de leur assignation, SOCIETE1.), SOCIETE2.), SOCIETE3.) et SOCIETE4.) ont encore sollicité la condamnation d'PERSONNE1.) au paiement d'une indemnité de procédure de 5.000.000,- € par société sur la base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, l'exécution provision de l'ordonnance à intervenir, ainsi que la condamnation d'PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance.

En date des 11, 12, 15 et 22 avril 2024, SOCIETE12.), SOCIETE10.), SOCIETE13.) et SOCIETE14.) sont intervenus volontairement dans l'instance.

Par ordonnance du 3 mai 2024, un premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, en remplacement du Président dudit tribunal, siégeant comme en matière de référé, statuant contradictoirement, a

- donné acte à SOCIETE12.), SOCIETE10.), SOCIETE13.) et SOCIETE14.) de leurs interventions volontaires ;
- déclaré ces interventions volontaires recevables ;
- reçu la demande en la forme ;
- s'est déclaré compétent pour en connaître ;
- l'a dit recevable et fondée ;
- rétracté l'ordonnance présidentielle du 28 mars 2024 ;
- débouté SOCIETE1.), SOCIETE2.), SOCIETE3.), SOCIETE4.) et PERSONNE1.) de leurs demandes respectives en allocation d'une indemnité de procédure ;
- ordonné l'exécution provisoire de l'ordonnance intervenue nonobstant toute voie de recours et sans caution ;
- condamné PERSONNE1.) aux frais de l'instance.

Par exploit d'huissier du 28 mai 2024, PERSONNE1.) a relevé appel de l'ordonnance du 3 mai 2024, laquelle n'a, d'après les éléments du dossier, pas fait l'objet d'une signification.

Aux termes de son acte d'appel, l'appelant demande, par réformation de la décision entreprise, de confirmer l'ordonnance présidentielle du 28 mars 2024.

En tout état de cause, il demande de déclarer l'arrêt à intervenir commun aux parties intimées sub 10) à sub 13) et il requiert la condamnation de SOCIETE4.) à tous les frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de son avocat à la Cour concluant sur ses affirmations de droit et au paiement d'une indemnité de procédure de 10.000,- €

Lors de l'audience des plaidoiries du 21 janvier 2025, les débats ont été limités à la question de la compétence matérielle de la Cour d'appel, siégeant en matière d'appel de référé, pour connaître de la demande.

Appréciation de la Cour

SOCIETE10.) soulève l'incompétence de la Cour d'appel, siégeant en matière d'appel de référé, pour connaître de l'appel d'une ordonnance rendue par le Président du Tribunal d'arrondissement ayant statué comme en matière de référé dans le cadre d'une demande en rétractation d'une ordonnance présidentielle fondée sur l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile.

SOCIETE1.), SOCIETE2.), SOCIETE3.), SOCIETE4.), SOCIETE5.), SOCIETE6.), SOCIETE7.), SOCIETE12.) et SOCIETE9.) se rallient aux conclusions de SOCIETE10.).

PERSONNE1.) conclut au rejet du moyen d'incompétence matérielle de la Cour d'appel siégeant en matière d'appel de référé pour connaître de l'appel de l'ordonnance du 3 mai 2024 rendue dans le cadre d'une demande en rétractation d'une ordonnance présidentielle fondée sur l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile. Renvoyant à un arrêt de la Cour de cassation n°80/2020 du 11 juin 2020 et à un arrêt n°131/21 de la Cour d'appel du 13 juillet 2021, il considère que l'emploi de la formule « *comme en matière de référé* », ne viserait que les règles de procédure applicables en matière de référé et serait sans conséquence sur la compétence matérielle.

SOCIETE13.) et SOCIETE14.) se rallient aux conclusions de SOCIETE10.).

SOCIETE8.) se rapporte à prudence de justice.

Décision

Aux termes de sa requête en obtention d'une mesure unilatérale sur base de l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile du 28 mars 2024, PERSONNE1.), après avoir cité l'article en question, rappelle ses conditions d'application et en déduit qu'il doit établir que

- les mesures sollicitées rentrent dans les pouvoirs du juge des référés des articles 932 et suivants du Nouveau Code de procédure civile, le Président en ordonnant pareille mesure unilatérale, devant s'orienter dans un cadre juridique déterminé préexistant et que
- les conditions de l'article 66 précité sont remplies au moment où la mesure unilatérale est adoptée, à savoir que l'efficacité de la mesure sollicitée nécessite un effet de surprise, au vu de l'urgence, à défaut d'un remède moyennant recours aux procédures de référé ordinaire.

L'ordonnance du 28 mars 2024 se rapporte à l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile.

L'exploit d'huissier du 9 avril 2024 intitulé « *Assignment en rétractation sur la base de l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile d'une ordonnance unilatérale* » portait assignation à comparaître devant le Président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant « *comme en matière de référé* ».

L'ordonnance du 3 mai 2024 a été rendue par un premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, en remplacement du Président dudit tribunal, siégeant « *comme en matière de référé* ».

Les parties en déduisent que la Cour d'appel siégeant en matière d'appel de référé est matériellement incompétente pour connaître de l'appel d'une ordonnance rendue par le Président du Tribunal d'arrondissement ayant statué comme en matière de référé dans

le cadre d'une demande en rétractation d'une ordonnance présidentielle fondée sur l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile.

La Cour rappelle que la seule base légale permettant au juge d'adopter une mesure unilatérale est fournie par l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile.

L'article précité ne se prononce, cependant, pas sur les qualités du juge qui statue, respectivement sur le régime juridique des décisions adoptées selon cette modalité. Toutefois, l'habilitation légale de statuer par voie unilatérale, prévue par ledit article au profit de toute juridiction, ne saurait être déconnectée des règles relatives aux compétences et pouvoirs des juridictions applicables dans le cadre des procédures contradictoires. Ainsi, le juge ordonnant une mesure unilatérale doit le faire nécessairement en prenant appui sur un régime juridique préétabli, tant en ce qui concerne sa compétence que ses pouvoirs, et ce régime continue à trouver application en cas de demande en rétractation.

Le régime juridique de l'action en rétractation de l'ordonnance présidentielle se différencie de celui des procédures de référé proprement dites. En effet, ce mode de contestation ne constitue pas à proprement parler un recours, en ce sens qu'il ne s'agit pas de juger une nouvelle fois l'affaire, mais d'instaurer le contentieux et la discussion contradictoire qui, par hypothèse, n'a pu avoir lieu auparavant.

Ce recours est dès lors porté devant le magistrat qui a rendu la décision unilatérale, siégeant dans les mêmes qualités et avec les mêmes pouvoirs que lors de la décision unilatérale. Ainsi, si cette dernière relevait de la matière du référé, il siégera comme juge des référés; si elle relevait de la matière des saisies, il siégera comme juge des saisies; si elle relevait du fond, il siégera comme juge du fond. Toutefois, pour ce qui concerne les règles procédurales applicables, la jurisprudence décide que le recours en rétractation se fait dans la forme des référés, c'est-à-dire par assignation à date fixe sans recours obligatoire à un avocat à la Cour (Thierry HOSCHEIT: la juridiction du président du tribunal d'arrondissement: actualités et perspectives, Journal des tribunaux Luxembourg n° 40 du 5 août 2015, doctrine, n° 36).

Ainsi, la mention « *comme en matière de référé* » n'exprime pas une quelconque compétence matérielle de la juridiction saisie, en l'occurrence du Président du Tribunal d'arrondissement, mais elle précise seulement les règles procédurales applicables au recours en rétractation.

Le fait que SOCIETE1.), SOCIETE2.), SOCIETE3.) et SOCIETE4.) aient indiqué, dans l'intitulé de leur assignation en rétractation, porter l'affaire devant le Président du Tribunal d'arrondissement, siégeant « *comme en matière de référé* » et non pas « *comme juge des référés* » et que l'ordonnance du 3 mai 2024 a été rendue par le juge siégeant « *comme en matière de référé* » n'est dès lors pas relevant pour l'appréciation de la compétence matérielle de la juridiction saisie.

Pour répondre à cette question, il convient d'examiner le cadre juridique de l'espèce.

Eu égard à la teneur de la requête en obtention d'une mesure unilatérale sur base de l'article 66 du Nouveau Code de procédure civile du 28 mars 2024, PERSONNE1.) a

sollicité les mesures unilatérales susmentionnées sur base des articles 932 et suivants du Nouveau Code de procédure civile.

Le cadre juridique de sa demande se situe dès lors dans les dispositions légales sur le référé.

L'ordonnance du 3 mai 2024 ayant dès lors été prise par le magistrat siégeant en remplacement du Président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg en sa qualité de juge des référés, l'appel a été porté à bon escient devant la Cour d'appel, siégeant en matière d'appel de référé.

PAR CES MOTIFS :

la Cour d'appel, septième chambre, siégeant en matière d'appel de référé, statuant contradictoirement,

reçoit l'appel,

se déclare matériellement compétent pour en connaître,

refixe l'affaire à l'audience publique du mardi 23 septembre 2025, 15h00, salle CR.2.28, pour continuation des débats.